

## ► 2006, une année de transition



*L'année 2005 a été marquée par l'aboutissement de projets structurants importants et la poursuite de notre action pour des services toujours plus modernes. Après le débat d'orientations proposé au Conseil municipal de novembre, le budget 2006 de la Ville a pu être voté lors de la séance du 21 décembre dernier.*

### ► Garantir un bon niveau de service

*Un simple aperçu de notre Ville témoigne, s'il en est besoin, du fait que les années 2004 et 2005 ont été marquées par des investissements records (conservatoire, centre administratif, médiathèque, école, structures petite enfance). A ce titre 2006 devrait être une année de transition.*

#### Les grandes lignes du budget

Malgré un léger ralentissement, les investissements restent cependant soutenus à Montrouge en 2006 et devraient retrouver un fort niveau dès 2007 (lancement des travaux du centre culturel). Cette année, les travaux de la piscine, les premières dépenses sur le centre culturel (études), des réhabilitations d'équipements scolaires, et la place Emile Cresp sont au programme. Les nombreux équipements déjà livrés ou sur le point de l'être viennent enrichir encore l'offre de services publics aux Montrougiens. Quantité et qualité des services publics sont plus que jamais les lignes directrices de l'action municipale et le budget 2006 en témoigne.

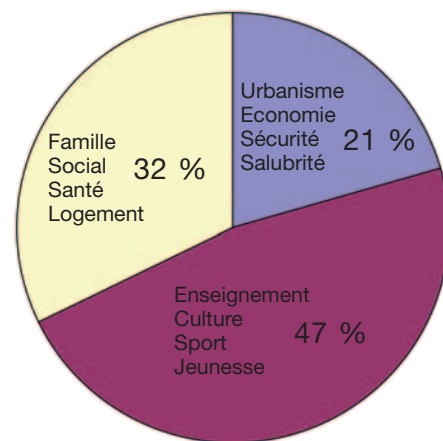
Qu'elles soient des dotations (en majeure partie de l'Etat), ou de la fiscalité, toutes les recettes principales de la

Ville connaissent un contexte difficile encore en 2006. Des départs et des arrivées d'entreprises engendrent une période de flottement prévisible sur la taxe professionnelle, depuis 2004 et vraisemblablement jusqu'en 2008. Ainsi, la volonté, déjà ancienne, de la Municipalité de dynamiser le tissu économique sur le territoire est plus que jamais justifiée. Le programme d'équipements ambitieux n'est pas remis en cause pour autant et les nombreuses réalisations témoignent de l'engagement de l'équipe municipale.

#### 86,97 millions d'euros

Le budget total de la Ville de Montrouge pour 2006 s'élève à 86,97M€ en dépenses et en recettes. Les dépenses de fonctionnement atteignent 54,50M€ contre 59,93M€ de recettes. Ceci permet de dégager 5,43M€ en vue de l'autofinancement des investissements. Ils sont

ainsi reportés en recettes d'investissement, qui couplés à 27,04M€ de recettes complémentaires d'investissement permettent d'inscrire des dépenses d'investissement de 32,47M€ en 2006. ■



Dépenses de fonctionnement

## ► Toujours mieux dépenser

Face aux tensions sur les recettes de fonctionnement, notamment celles issues de la taxe professionnelle, il convient plus que jamais de bien maîtriser le niveau des dépenses.



Les dépenses de fonctionnement atteignent 54,50 M€, la Charge de personnel représente 62%

### Gestion des services

Près de 34M€ sont consacrés aux frais de personnel. La charge de personnel représente 62% des dépenses. La masse salariale résulte de choix de gestion de l'équipe municipale. Contrairement à d'autres communes qui externalisent massivement, Montrouge a tenu à conserver la gestion directe de services quand cela s'avérait économiquement pertinent, le ramassage des ordures ménagères par exemple. Un recul de quelques années permet de démontrer qu'en l'espèce, la gestion directe choisie par la Ville de Montrouge offre un service de meilleure qualité et à moindre coût que son externalisation.

Les "charges générales" (alimentation, fluides, entretiens et réparations, fournitures...) représentent 14,52M€, renforcés par l'ouverture de nouvelles structures. Les autres dépenses (subventions au tissu associatif, centre d'action sociale, Caisse des écoles, etc.) pèsent 5,01M€ au budget 2006.

En 2006, la Ville de Montrouge versera des subventions en progression de 1,8% (inflation prévue au budget de l'Etat pour 2006) par rapport à 2005, sauf exceptions motivées par des projets précis et soutenus.

### Emprunts et autofinancement

Les charges financières atteignent 0,98M€ et sont en légère augmentation. C'est peu pour une Ville de cette taille et avec un tel volume budgétaire. Après s'être désendettée par le biais notamment de cessions immobilières, la Ville de Montrouge finance ses investissements en partie par l'emprunt. L'encours de dette de la Ville a augmenté pour atteindre 24,64M€ au 01/01/2006.

L'emprunt est une ressource qui coûte. Pour cette simple raison, la Ville a recours aussi bien à l'autofinancement qu'à l'emprunt.

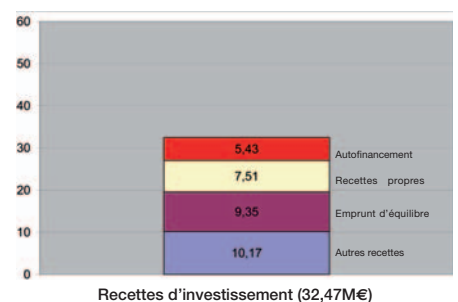
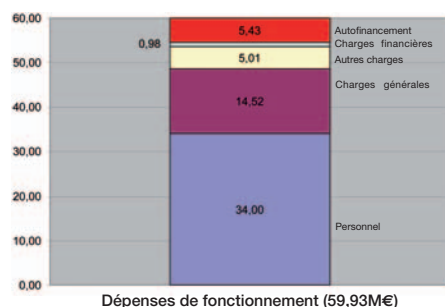
L'autofinancement permet de solliciter le contribuable actuel pour financer une partie des équipements dont il

bénéficiera à court terme et l'emprunt permet de faire reposer sur les contribuables des 15 à 25 prochaines années la charge des investissements durables.

La section de fonctionnement dégage un excédent de 5,43M€, comparable à l'année précédente, ce qui abonde la section d'investissement pour autofinancer une partie des équipements neufs.

Les dépenses de fonctionnement peuvent se répartir en 3 grandes fonctions (voir camembert page 6) :

- Enseignement, culture, sport et jeunesse : 47%
- Petite enfance, famille, services sociaux, santé et logement : 32%
- Urbanisme, développement économique, de sécurité et de salubrité : 21%



La section de fonctionnement dégage un excédent de 5,43 M€ qui permet d'autofinancer une partie des investissements

## ► Les ressources sous tensions

*C'est la fiscalité directe qui représente la plus grande part des recettes de fonctionnement de la Ville. Le produit attendu est de 26,74M€ au budget 2006, ce qui est inférieur à 2005. La moitié provient de la taxe professionnelle.*

### La part des entreprises et des administrations

Une grande incertitude pèse donc sur les prévisions de recettes liées à la taxe professionnelle (TP) 2006. Depuis 2004/2005, celle-ci subit les conséquences du départ d'une enseigne historique de Montrouge, Schlumberger. Ce groupe, au plus fort de sa contribution, a représenté 25% de la TP totale. Malgré la contribution de nouvelles enseignes (Sanofi,...), la compensation devrait être partielle cette année et le produit de la TP en baisse.

Autre ressource importante, les dotations (essentiellement de l'Etat) représentent 18,86M€ en 2006 et augmentent moins que l'inflation. Les autres ressources notables proviennent du Département (aides aux structures de petite enfance) et de la Caisse d'allocations familiales.

### Contribution des Montrougiens

Les autres recettes fiscales devraient être plus stables : Les bases des impôts sur les ménages (taxe d'habitation, taxes foncières, taxe d'enlèvement des ordures ménagères) sont

revalorisées, comme chaque année par décision du Gouvernement en loi de finances, de 1,8%.

L'utilisateur des services publics paiera 7,55M€ en 2006 au budget de Montrouge. Ce montant ne couvre cependant pas le coût réel des services publics. Il s'agit donc de trouver le juste équilibre entre la part assumée par le contribuable (fiscalité) et celle qui relève directement de l'utilisateur (tarifs). En 2006, les tarifs des services publics augmenteront pour la plupart de 1,8%, ce qui correspond à l'inflation prévue pour 2006. ■

## ► Des investissements raisonnables

*Même s'il est relativement moins élevé qu'en 2005, le niveau d'investissement reste conséquent à Montrouge cette année (32,47M€ de dépenses et 27,04M€ de recettes + 5,43M€ d'autofinancement). Dès 2007 avec le lancement de nouveaux projets, il sera à nouveau très élevé.*

### Des travaux nécessaires

L'essentiel des dépenses d'investissement (soit autour de 20M€) représente le cœur des investissements d'équipement. 2006 est une année de transition avant d'aborder d'autres équipements structurants à compter de 2007 (centre culturel notamment). Dans l'enveloppe 2006 se trouvent des travaux certes moins spectaculaires mais tout aussi indispensables pour les Montrougiens :

- Un programme de voirie 2006 : 3,24M€
- Les travaux et gros matériels d'enseignement : 3,21M€
- La première tranche du centre culturel (études, etc.) : 2,15M€
- Les travaux et gros matériels de sport : 1,16M€,
- La réhabilitation du centre de santé : 2,95M€
- L'aménagement de la place Emile Cresp (arrivée du métro, etc.) : 1,3M€
- Des acquisitions immobilières : 2,488M€.

Au total, les investissements hors ges-



*Le chantier de la piscine est au cœur de l'actualité du premier semestre 2006*

tion active de la dette (c'est à dire les travaux, les équipements et les achats immobiliers) sont financés en 2006 à 24,35% par de l'autofinancement, à 33,68% par des recettes propres

d'investissement (droits d'urbanisme, subventions d'investissement, compensation de la TVA,...) et à 41,93% par de l'emprunt. ■